

VERSEMENT DES PENSIONS DE RETRAITE

Algérie Poste perd l'exclusivité

Algérie Poste perd l'exclusivité en matière de domiciliation et de versement des pensions de retraite, des salaires des fonctionnaires et des remboursements de la Sécurité sociale. En même temps qu'Algérie Poste, les banques pourront aussi domicilier et verser ces montants.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Ce qui permettra d'«alléger la pression qui pèse sur Algérie Poste», déclarait, hier, le délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF). Invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, Abderrazak Trabelsi est revenu sur l'instruction émise récemment par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, visant à faciliter dès le mois prochain les procédures d'ouverture de comptes bancaires et l'accès aux crédits d'investissement.

Adressée, outre les banques et l'ABEF, à huit ministères dont le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, cette instruction lève le monopole, l'exclusivité détenue jusque-là par l'opérateur postal même si le versement des pensions sur les comptes courants postaux (CCP) est maintenu.

Débureaucratiser la relation client-banque

De fait, l'instruction du Premier ministre qui a mis fin à «un enchevêtrement de dispositions réglementaires éparses, faisant intervenir plusieurs institutions et parfois même dans l'incohérence», dira M. Trabelsi, appelle tant les banques que l'ensemble des autres établissements financiers et économiques à contribuer à la «débureaucratisation» de la relation client-banque. Pour ouvrir un compte bancaire, le client ne devra, donc, présenter que le minimum de pièces administratives (une pièce d'identité en cours de validité et un document officiel prouvant l'adresse), a précisé Abderrazak Trabelsi. De même, les personnes sans revenus réguliers peuvent dorénavant ouvrir un compte bancaire, la présentation d'un bulletin de paie n'étant plus une

obligation et les banques seront tenues d'accéder à toutes les demandes. Ce qui consacre en fait un droit fixé par la loi sur la monnaie et le crédit et que «par précaution», dira M. Trabelsi, certaines banques n'ont pas respecté en refusant des clients dans l'impossibilité de présenter la preuve d'un revenu régulier et identifié.

Vers la réduction des délais de financement

Les opérateurs économiques bénéficieront également de facilitations concernant l'octroi de crédits bancaires. A ce sujet, le délégué général de l'ABEF a précisé que le problème ne se pose pas en termes de nombre de pièces mais plutôt de délais, «considérés comme très longs, dus à des vérifications répétitives et qui sont faites par plusieurs institutions». A ce titre, l'instruction de M. Sellal recommande d'«alléger ces procédures en agissant, en intervenant sur la réduction des délais», dira M. Trabelsi. Cela signifie, a-t-il ajouté, «une standardisation des règles de fonctionnement, l'information à l'adresse des clients sur les conditions de crédits et l'authentification des documents par l'institution bancaire et l'environnement institutionnel et non par le client». Certes, les délais varient en fonction de la nature du crédit et de la taille de l'entreprise, note l'invité radiophonique. Néanmoins, «l'idée est de standardiser les procédures et que ce ne soit pas du cas par cas», note M. Trabelsi qui estime qu'«en standardisant, ça permettra de donner plus de visibilité pour le client, de connaître par avance les délais d'étude d'un dossier. Ce ne sera plus aussi aléatoire».

En quête d'une interconnexion

Comme l'opérateur économique n'aura plus à subir des «tracasseries» en matière d'authentification des documents exigibles et, donc, une perte de temps. Et cela grâce à une «interconnexion» entre les banques et le Centre national du registre du commerce (CNRC) ainsi qu'avec d'autres institutions dont le Centre national de l'informatique et des statistiques (Cnis), relevant des Douanes. Une dynamique en ce sens



Ph. Dr.

est déjà impulsée, systématisée, selon le délégué général de l'ABEF qui estime que cela «permettra de gagner du temps, de sécuriser l'information et de pouvoir accéder à la source de l'information».

Rien ne change concernant le contrôle

Par conséquent, «les premiers à être soulagés seront les banques qui ne vont plus demander autant de documents qu'elles ne souhaitent pas avoir. Elles veulent avoir une information qui leur permette d'exercer leur métier», dira Abderrazak Trabelsi. Ce qui permettra d'assurer la traçabilité des transactions, d'autant que «les banquiers continueront à excercer leur métier conformément à la réglementation en vigueur», notamment en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. A ce propos, le délégué général de l'ABEF a précisé que «la facilitation accordée ne signifie pas qu'il ne faut plus faire de contrôle. De ce point de vue, rien n'est changé. Heureusement. Ce qui relève de la banque doit être fait par elle. Ce n'est plus au client de le faire mais à la banque dès lors que l'environnement le permet».

La dépénalisation de l'acte de gestion, incontournable

A charge, cependant, que l'acte de gestion bancaire, la prise de risque soit dépénalisé. A ce propos, Abderrazak Trabelsi a indiqué que l'instruction du Premier ministre «énonce» l'engagement d'une

«démarche impliquant différentes institutions et notamment le ministère de la Justice, en relation avec la Banque d'Algérie, pour pouvoir prendre en charge ce problème qui est effectivement bloquant». Et ce, dans la mesure où «on ne peut s'attendre à une plus grande implication des banquiers dans l'acte d'octroi, dans le risque de crédits dès lors que ce risque est pénalisé», dira-t-il, souhaitant que cette contrainte soit «levée dans les meilleures conditions, les meilleurs délais».

D'autres conditions doivent être réunies

Pour autant, la réduction des délais de financement n'implique pas automatiquement le développement de l'investissement, relève Abderrazak Trabelsi qui estime que la réduction des délais est une «condition nécessaire mais qui n'est pas suffisante». Et de prôner le développement d'autres instruments. Il s'agit notamment de la consolidation du leasing dont l'encours tourne autour de 60 milliards de dinars et qui va bénéficier du maintien du statut dérogatoire aux sociétés de leasing en matière d'amortissement fiscal, la redynamisation du capital-investissement et des fonds d'investissement ainsi que de la garantie institutionnelle... Et cela même si l'octroi des crédits bancaires enregistrer une «croissance régulière» de l'ordre de 16%, la nécessité de développer l'investissement productif, notamment industriel, et d'améliorer la dissémination du crédit entre les entreprises de différentes tailles s'impose cependant, selon le délégué général de l'ABEF.

A propos des créances non performantes

L'occasion pour Abderrazak Trabelsi de remettre en cause le chiffre de 16% de crédits non performants, en assurant que «le niveau des créances ne dépasse pas les 4%». Un niveau qui est «loin d'être problématique» et que la débureaucratisation de la relation entre les clients, les banques et leurs environnements permettra de réduire, escompte le responsable de l'ABEF.

C. B.

CACOBATPH

Lancement officiel de la télé-déclaration

La Caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (Cacobatph) a lancé officiellement, hier, son service en ligne. Le nouveau système qui concerne, dans une première étape, l'agence régionale d'Alger, sera généralisé à l'ensemble des agences à partir de juillet 2013.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Grâce à l'intégration de la télé-déclaration dans son système, les affiliés à la Cacobatph, entreprises des secteurs du BTPH et de l'hydraulique, peuvent désormais effectuer en lignes leurs déclarations annuelles des salaires et salariés, celles des cotisations ainsi que la consultation de la situation de leur solde.

Le nouveau système a été lancé officiellement, hier, par Tayeb Louh, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. L'inscription à ce nouveau service en ligne, expliquent les responsables de la Caisse, offre aux affiliés «une méthode simple, gratuite et sécurisée et une meilleure traçabilité des échanges avec l'administration de la Caisse». Le ministre du Travail a souligné que le procédé de la Caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du BTPH et de l'hydraulique n'existe dans aucun pays africain. Selon lui, seuls quelques pays d'Europe ont intégré ce système de

cotisation destiné aux entreprises du bâtiment et des travaux publics.

La Caisse, à laquelle doivent s'affilier toutes les entreprises qui emploient du personnel de chantier ou de bureau, quel que soit le type de contrat de travail et sa durée, se substitue aux employeurs successifs des travailleurs concernés et se charge d'assurer le règlement des indemnités, congés payés et chômage intempéries au profit des salariés. Tayeb Louh a souligné que la caisse a recensé, jusqu'à fin novembre dernier, 61 145 employeurs actifs contre 53 636 en 2007, soit une évolution de 14%.

Le nombre de travailleurs (1,5 million actuellement) et d'encaissement des cotisations a, quant à lui, connu une évolution respectivement de 91,34% et 98,44% par rapport à l'année 2007. S'agissant de l'activité de contrôle, la Caisse a enregistré 8 032 chantiers visités et 17 870 entreprises contrôlées.

Evoquant les perspectives du secteur, Louh a indiqué qu'à compter du 3 février prochain, l'utilisation de la carte Chifa sera élargie à tout le territoire national, aussi bien pour les salariés que pour les non-salariés. Il sera également procédé d'ici fin 2013 au développement des prestations de service électroniques à distance des organismes de Sécurité sociale, dont le développement de la télé-déclaration des salaires et des travailleurs salariés, en faveur des employeurs, et le développement des télé-transmissions des documents de sécurité sociale en direction des professionnels de la santé.

S. A.

La feuille de maladie téléchargeable sur internet

Délivrée habituellement par les professionnels de la santé, la feuille de maladie, destinée au remboursement des médicaments, sera bientôt mise en ligne. Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a annoncé, hier, que la feuille de maladie sera téléchargeable sur internet dans les jours à venir. Une mesure qui va pallier la pénurie des fiches médicales souvent enregistrée au niveau des cabinets de santé et des pharmacies.

S. A.

ARCELORMITTAL ANNABA

Les dernières perturbations se répercutent négativement sur la production

Les problèmes ayant surgi ces derniers mois au complexe sidérurgique Arcelor Mittal d'El Hadjar-Annaba, notamment avec l'occupation du haut fourneau n° 2, se sont répercutés négativement sur la production d'acier liquide au sein de cette filiale algérienne du géant mondial de la sidérurgie dont le siège est implanté au Luxembourg.

Selon le dernier bulletin d'ArcelorMittal Annaba «infos usine 36», daté du 10 décembre 2012, la production enregistrée pour le mois de novembre écoulé a été de l'ordre de 12 354 tonnes. «C'est le plus mauvais résultat de l'année en cours», soulignent les rédacteurs du document. Concernant le volume de ventes des produits sidérurgiques pour le même mois, la même source fait état de 29 591 tonnes dont 54% de produits longs et 46% de produits plats. Pour rappel, une quinzaine de travailleurs de l'entreprise ont occupé et mis à l'arrêt à la mi-novembre écoulé durant quatre jours, le haut fourneau en question. Cela s'est répercuté sur la production qui était négative pendant ces journées, et, de ce fait, le manque à gagner était estimé à 4 millions de dollars pour la même période.

Ce n'est pas tout, d'autres problèmes ont marqué le complexe ces derniers temps. Ils ont pour origine le retard pris dans le renouvellement du syndicat d'entreprise dont le mandat est arrivé à terme, depuis le mois d'octobre der-

nier. Une lutte oppose deux clans à l'intérieur de cette usine. Il y a ceux majoritaires qui sont pour la reconduction de l'actuel SG par intérim occupant ce poste depuis le départ du titulaire, élu à la chambre basse du parlement en mai dernier.

De l'autre côté, un groupuscule mené par l'ancien SG du syndicat de l'entreprise et ex-député manœuvre dans le but de bloquer la candidature de l'actuel SG par intérim. Les manœuvres n'ont pas épargné d'autres travailleurs relevant d'entreprises de la sous-traitance au sein du complexe d'El Hadjar. Ces derniers s'agitent pour créer un climat de tension, estime-t-on à l'intérieur de l'usine.

La direction générale d'ArcelorMittal, Annaba participe à cette situation par son renvoi aux calendes grecques, du plan d'investissement de 500 millions d'euros qui a reçu l'aval des pouvoirs publics, par le biais de la Banque extérieure d'Algérie, établissement étatique qui a consenti une importante partie de ce financement. Si cette situation perdure, elle ne manquera pas de créer davantage de problèmes à cette filiale algérienne, estiment d'anciens cadres de l'entreprise étatique Sider. Celle-ci détenait le capital de l'usine à 100% avant 2001, année qui a vu ce capital baisser à 30%, le reste, soit 70%, ayant été acquis depuis cette date par l'indien Mittal.

A. Bouacha